



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Jean-Pierre RICO

Animation du territoire - Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie, ministère de la Culture, Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention Pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2024 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les axes principaux de la politique publique de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de spectacle vivant s'orientent vers la constitution de filières complètes allant de la formation supérieure, l'insertion professionnelle, la création et la diffusion tout en veillant à accompagner l'émergence et favoriser le rayonnement culturel du territoire et de ses talents soutien et accompagne l'Institut Chorégraphique International – Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie (ICI – CCN).

L'activité principale d'un Centre Chorégraphique National consiste en la création, la production et la diffusion d'œuvres d'une haute exigence artistique, constituant le socle pour le développement conjoint d'« *activités associées* » à destination des publics et des professionnels de la danse. Il s'appuie sur un projet artistique et culturel, conçu par son directeur et approuvé par son assemblée générale.

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre ICI – CCN titulaire du label Centre chorégraphique national et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du CCN et de définir les modalités de son financement et de son évaluation au travers des objectifs concrets. Dans ce cadre l'ICI – CCN s'engage à produire au moins deux créations pour une période triennale, et peut faire appel à des chorégraphes invités pour certaines de ses créations et/ou certaines de ses activités.

L'ICI – CCN recherche une large audience auprès du public et s'affirme comme un pôle artistique majeur de la vie locale et du rayonnement culturel régional. Il participe aux interventions locales en faveur du chorégraphique, à la fois par sa création de productions, la diffusion de son répertoire, mais aussi par ses « *activités associées* » ci-dessous définies. Le centre chorégraphique développe des activités associées de soutien à la création via la résidence « *artiste associé* », la résidence « *accueil-studio* » de la résidence longue « *artiste associé* » et de la résidence « *accueil studio* ». La programmation dans le cadre de la saison de l'ICI – CCN contribue au soutien à la création. Prenant appui, notamment, sur la Convention de généralisation de l'éducation artistique et culturelle (CGEAC), l'ICI–CCN conçoit et met en œuvre une stratégie de médiation, formation et développement des publics. Initié en 2011, en partenariat avec l'université Paul-Valéry de Montpellier, l'ICI–CCN dispense le Master exerce Études chorégraphiques « *recherche et représentation* » qui est depuis 2013 l'unique formation de niveau master en France accompagnant des artistes, auteurs de leur projet et recherche en danse.

Par cette convention pluriannuelle d'objectif et de moyen 2022-2024, l'ICI – CCN s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général, conçu par son directeur et décliné en programme pluriannuel d'activité.

Montpellier Méditerranée Métropole contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 390 000 € au projet artistique et culturel sur les années 2022 à 2024. La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole est une aide au fonctionnement, qui prendra la forme d'une subvention annuelle de 130 000 €.

L'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. L'octroi de celles-ci est conditionné par le vote de leur montant par l'assemblée délibérante de Montpellier Méditerranée Métropole. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les contributions financières de Montpellier Méditerranée Métropole mentionnées ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- Le vote au Budget Annuel de la Collectivité ;
- Le respect par le bénéficiaire de ses obligations fixées dans la convention ;
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

La convention fixe également :

- Les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel ;
- Les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Chorégraphique National Montpellier Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-212358-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CPO CCN 2022 2024_V DEF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.